

<https://www.pressegauche.org/Journee-internationale-de-la-jeunesse-Le-gouvernement-doit-attirer-et-reteni>
[r](#)



Journée internationale de la jeunesse Le gouvernement doit attirer et retenir les jeunes

- Communiqués - Événements -



Date de mise en ligne : vendredi 9 août 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Créée en 1999 et célébrée le 12 août, la Journée internationale de la jeunesse encourage l'action en faveur des jeunes, notamment en matière d'emploi. Or, le gouvernement du Québec pourrait faire mieux, entre autres en offrant de meilleures conditions à ses salariés.

Depuis plusieurs années, le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) constate des difficultés d'attraction et de rétention de la main-d'oeuvre dans les différents ministères et organismes. La rareté de la main-d'oeuvre nécessite une action rapide et efficace afin que l'État puisse continuer de remplir ses différentes missions.

La prochaine négociation devra prendre en compte les aspirations des jeunes professionnels afin d'attirer les meilleurs talents dans la fonction publique. Le gouvernement doit pouvoir compter sur des jeunes dynamiques et créatifs issus des meilleures universités. Pour cela, il faut d'abord leur offrir des salaires plus concurrentiels. Sinon, les jeunes risquent de se laisser séduire par les conditions plus avantageuses des administrations municipales et fédérale ou celles offertes par le secteur privé. Le gouvernement du Québec ne devrait pas être le club-école d'organisations plus généreuses. Il doit plutôt faire figure d'employeur de choix.

Ensuite, le gouvernement devrait miser sur une plus grande flexibilité dans les horaires et une ouverture au travail à distance. Des mesures semblables aident à attirer et retenir les meilleurs candidats. D'ailleurs, il est temps pour le gouvernement de mettre en place une loi-cadre pour assurer des arrangements durables en matière de conciliation travail et vie personnelle. La norme sur la conciliation travail-famille devrait également être mise à jour. Pour l'instant, elle est inaccessible pour les ministères et institutions publiques, notamment en raison des coûts et du manque de communication. Ces solutions réclamées par les jeunes seraient avantageuses pour tous !

Finalement, le gouvernement québécois ne peut faire l'économie d'une profonde réflexion sur l'équité salariale. Les jeunes femmes d'aujourd'hui s'attendent à recevoir le même traitement que leurs collègues masculins. Or, malgré certaines avancées, force est de constater qu'une discrimination systémique perdure au sein de l'appareil gouvernemental.

Actuellement, on peut observer des écarts salariaux significatifs pour les mêmes postes entre les organisations à prédominance masculine et celles à prédominance féminine. À titre d'exemple, les professionnels gagnaient 93 200 \$ par an chez Hydro-Québec et 87 700 \$ chez Investissement Québec en 2017, au maximum de l'échelle salariale. Ceux-ci sont des hommes en majorité. Au Musée d'art contemporain du Québec, au Musée national des beaux-arts du Québec et au Musée de la civilisation, où les femmes sont majoritaires, les salaires variaient plutôt entre 75 200 \$ et 81 400 \$. Les femmes ne devraient plus avoir à se battre pour obtenir des conditions de travail équitables.

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec